

FIN DU 11^e CONGRÈS DE L'ONM

Les moudjahidine insistent sur la criminalisation du colonialisme

Le 11^e congrès ordinaire de l'Organisation nationale des moudjahidine s'est achevé dimanche soir. Le congrès a insisté sur le principe de la criminalisation du colonialisme par l'Etat algérien.

Tarek Hafid -Alger (Le Soir) - Le congrès de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) a pris fin tard dans la soirée de dimanche. Une série de résolutions ont été adoptées au terme de ce 11^e congrès.

L'une des plus importantes concerne la nécessité d'inscrire le principe de la criminalisation du colonialisme dans les priorités de l'Etat algérien. «L'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) appelle à la nécessité d'inscrire la criminalisation du colonialisme parmi les priorités de l'Etat et à mobiliser à cet effet tous les acteurs de la société et les différents médias», précise la résolution politique. L'organisation estime que les dernières déclarations de hauts responsables français confirment une

volonté «d'oublier le passé colonial». «Notre pays est ciblé par plusieurs parties et les méthodes de nos ennemis sont diverses, ils veulent son déracinement et l'effacement des fondements de notre identité nationale, à savoir la religion, la langue et la civilisation», souligne, par ailleurs, cette organisation. La veille du congrès, le secrétaire général de l'ONM avait déjà insisté sur la nécessité d'adopter une loi pour criminaliser les actes commis durant la colonisation française. Saïd Abadou avait alors dénoncé le retrait par l'Assemblée populaire nationale d'une proposition de loi élaborée par un groupe de députés. «C'est tout à fait incompréhensible. Je ne comprends pas pourquoi ce texte a été rejeté par le bureau de l'Assemblée

populaire nationale. Les députés de cette législature ont une grande responsabilité envers l'histoire. Au même titre d'ailleurs que les députés de la prochaine Assemblée. Mais à mon avis, les futurs députés auront plus de liberté, car les élections se dérouleront dans un cadre plus démocratique, plus serein. Lorsqu'on est bien élu, on jouit de plus de liberté. Les parlementaires doivent comprendre une bonne fois pour toutes que l'adoption de ce texte n'est pas une demande qui émane de notre organisation. C'est une revendication légitime de l'ensemble du peuple algérien», avait alors insisté Saïd Abadou.

Sur le plan organique, l'ONM s'est dotée d'un nouveau conseil national composé de 382 membres. L'élection des membres du secrétariat national et du secrétaire général de l'organisation devrait se dérouler dans une dizaine de jours.

T. H.



Saïd Abadou.

Photo : Samir Sid

ABANE RAMDANE, LES ACCORDS D'ÉVIAN, L'ACTUALITÉ FRANÇAISE...

Les vérités de Daho Ould Kablia

«On a accusé un retard de quarante ans (...). L'Algérie aurait été une réelle démocratie si les négociateurs des Accords d'Evian et les membres du GPRA n'avaient pas été empêchés de gouverner après l'indépendance.» C'est là une des convictions livrées par Daho Ould Kablia, qui a rangé trois heures durant sa casquette de ministre de l'Intérieur pour mettre l'habit de l'ex-cadre du Malg, pour l'évocation du processus ayant abouti à la conclusion des Accords d'Evian, le 19 mars 1962.

La chronologie des faits, narrés tels que les anciens du Malg les ont vécus, lève le voile sur certaines zones d'ombre, voire contrevérités, qui n'ont pas laissé indifférents les présents dans la grande salle de la Maison de la culture de Tizi-Ouzou.

Ainsi, Daho Ould Kablia a rejeté d'un revers de la main ce que beaucoup ont qualifié d'«allégations» d'Ali Kafi qui, il y a quelques années, jetait l'anathème sur Abane Ramdane en l'accusant pratiquement d'intelligence avec l'ennemi. «Comme il leur était impossible de

contrôler la situation, les Français ont tenté en mars 1956 de nouer le dialogue pour engager des négociations. Mais les contacts officieux entre Abane Ramdane et les émissaires de Pierre Mendès-France ont été rompus le 26 mars, Abane ayant fixé comme condition la mise sur pied d'une délégation représentative, de l'intérieur et de l'extérieur, du FLN qui aura en face une délégation française officielle, ce que les Français ont jugé inacceptable», affirmera le président de l'Association des anciens du Malg

qui, dans un ordre chronologique très pointilleux, s'est lancé dans l'énumération des hauts faits ayant contraint les Français à s'asseoir à la table des négociations d'Evian puis la signature des accords.

Le cours d'histoire, parce que c'en était un, n'a pas empêché Daho Ould Kablia d'asséner quelques phrases et réflexions fortes du genre de celles faisant état de conflits entre des leaders de la Révolution, d'autres faits ayant émaillé l'évolution des événements jusqu'à l'indépendance, et de géants de l'histoire de la Révolution qui n'ont pas eu la reconnaissance qu'ils méritaient en citant, pour l'exemple, M'hamed Bouguerra et le colonel Lotfi. Puis, immanquablement, la parenthèse a été ouverte sur l'actualité de ces derniers jours et la résurgence de l'histoire de la guerre de Libération dans le débat en France et sa médiatisation, voulue notamment par la droite. Daho Ould Kablia n'y est pas allé par quatre chemins pour

expliquer les agitations du candidat Nicolas Sarkozy à la présidentielle française. «C'est par nécessité électoraliste (...). Sa situation est très difficile dans la campagne, alors il se rabat sur la guerre d'Algérie», estime le ministre de l'Intérieur qui, également, ne s'est pas privé de dire ce qu'il pense des harkis et sur leur prétendu massacre. «Nous aussi, nous avons de quoi accuser les Français de manière spectaculaire sur les massacres contre les Algériens...» conclura Daho Ould Kablia, non sans révéler que tout ce qu'il sait sur la guerre de Libération, lui et ses amis du Malg, il le dira dans des écrits à paraître, et les documents qu'il détient seront par la suite remis aux Archives nationales pour ne pas contribuer à ce que la poussière s'entasse encore plus sur l'histoire de la guerre de Libération nationale, comme il s'est laissé dire lors des débats ayant suivi sa conférence.

M. Azedine

L'UNION EUROPÉENNE SUPERVISERA LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le mémorandum d'entente signé aujourd'hui

Une première pour la Commission européenne, elle sera bel et bien du rendez-vous des élections législatives du 10 mai prochain, puisqu'elle enverra une mission d'observation de ce rendez-vous électoral.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le mémorandum qu'elle a remis aux autorités algériennes sera paraphé aujourd'hui. C'est le ministre des Affaires étrangères qui l'a annoncé hier lors d'une conférence de presse en compagnie du commissaire chargé de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage, M. Stefan Fule, en visite officielle de deux jours dans le pays. M. Medelci a affirmé que les entretiens qu'il a eus avec son homo-

logue européen se sont focalisés, notamment, sur les aspects politique et économique avec comme étapes concrétisées, la signature, ce matin, de ce mémorandum sur la surveillance des législatives de mai prochain et le paraphe, hier, d'un accord de coopération sur la science et la technologie qui a pour but, comme l'a souligné Medelci, d'améliorer la coopération dans le domaine et promouvoir l'innovation dans d'autres domaines d'intérêt

commun. Les détails de cette mission ont fait l'objet d'intenses et longues études au niveau des instances dirigeantes de la Commission européenne qui l'ont donc validée.

Un appel à candidature pour le recrutement des cadres qui dirigeront la mission en Algérie a été lancé le 1^{er} mars dernier.

Cette mission d'experts sera composée des chefs adjoints des observateurs, des analystes électoraux, des analystes juridiques, des analystes médias, d'un attaché de presse, d'un coordinateur des observateurs et son adjoint et des analystes des données de l'observation.

Cette décision de l'UE s'inscrit en droite ligne de l'appréciation de plus en plus positive qu'elle se fait, justement, des intentions du pouvoir de concrétiser l'aspiration du peuple à un changement, comme souligné par le commissaire chargé de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage.

M. Stefan Fule dira suivre avec un vif intérêt «le processus de réformes engagé ces derniers mois à même de garantir davantage de démocratie et de liberté» et affirmera en avoir discuté avec Medelci mais aussi avec nombre

d'acteurs de la société civile. Un processus qu'il trouve «encourageant, même si des réserves subsistent autour de certaines lois» controversées comme celle ayant trait aux associations. A ce propos, M. Medelci dira que les débats avec son homologue européen ont permis de «clarifier les choses et de lever les malentendus, assurant que les nouvelles lois en question sont loin d'être restrictives de liberté d'action, avec, a-t-il précisé, «les échanges avec le monde extérieur, qui sont désormais réglés».

A noter que les pourparlers entre les deux parties ont porté sur l'évaluation des relations bilatérales, notamment d'ordre économique comme le démantèlement tarifaire, avec le souhait de l'Algérie de voir les hommes d'affaires européens investir dans le pays.

Sujet à propos duquel Medelci affirmera avoir perçu une meilleure impulsion ces derniers temps avec la disponibilité des pouvoirs publics à accompagner et à encourager tous les promoteurs intéressés, citant la procédure financière désormais plus souple depuis une année.

M. K.

Hommage aux cinq colonels historiques de Draâ El-Mizan

L'hommage dédié aux cinq colonels originaires de l'ex-commune mixte de Draâ El-Mizan, organisé par l'association culturelle Tarwa n'Krim Belkacem en collaboration avec les APC d'Ath-Yahia-Moussa et de Draâ El-Mizan et les associations culturelles Amgud et Taneflit n'Tmazight ainsi que la maison de jeunes de Draâ El-Mizan, s'est étalé sur quatre jours.

Partout à travers les rues de la ville et les lieux où se sont déroulées les festivités (maison de jeunes et la salle de cinéma Le Maghreb), on pouvait voir placardés ou suspendus les portraits des cinq colonels : Krim Belkacem, Ali Mellah, Mohamed Zamoum dit Si Salah, Amar Ouamrane et Slimane Dhilès.

Le rôle joué par ces hommes historiques de la Révolution dans la libération de l'Algérie a été longuement évoqué en passant, bien sûr, par les importants accords d'Evian signés par celui qu'on surnomme le Lion des djebels, le colonel Krim Belkacem en l'occurrence. Il est à signaler qu'un public fort nombreux a assisté à cet événement grandiose marqué par des activités très appréciées par les uns et les autres. On peut en citer la conférence-débat de Attoumi Djoudi, ex-officier de l'ALN, le dépôt de gerbes de fleurs sur les tombes des valeureux martyrs, la visite au musée Krim-Belkacem, la rencontre de football entre les vétérans de l'ESDEM et de la JSK.

Les organisateurs, qui n'ont pas manqué de signaler la réussite totale de cet hommage, souhaitent vivement la réalisation du monument des cinq colonels, un projet resté au stade embryonnaire.

Slimane S.

PEP

Retrait de confiance à la présidente

Le PEP (Parti de l'équité et la proclamation), nouvellement créé, subit sa première secousse. Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, des membres fondateurs ainsi que des congressistes, ayant pris part aux assises du 9 mars dernier, annoncent, en effet, qu'à l'issue d'une réunion tenue lundi à Alger, il a été procédé au retrait de confiance à la présidente, M^{me} Naïma Salhi. Nacereddine Loucif a été, lui, désigné pour assurer l'intérim.

R. N.